

**Arrêté modifiant l'arrêté complémentaire du 28 janvier 2022
autorisant la société PMC ISOCHEM, située sur la commune de PITHIVIERS,
à poursuivre les activités exercées dans son usine de fabrication de produits chimiques destinés
principalement au secteur pharmaceutique**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le Code de l'Environnement ;

VU les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret du 10 février 2021 nommant Madame Régine ENGSTRÖM préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature de Monsieur Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2022 autorisant la société PMC ISOCHEM, située sur la commune de Pithiviers, à poursuivre ses activités exercées dans son usine de fabrication de produits chimiques destinés principalement au secteur pharmaceutique ;

Considérant la prise en compte des modifications demandées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

**Article 1 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2022
sont modifié comme suit :**

ARTICLE 9 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 5 du présent arrêté)

Paramètre	Débit maximal horaire : 50 m ³ /h par temps sec Débit maximal journalier : 1200 m ³ /j		
	Code Sandre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier ou flux maximal spécifique par temps sec
MES	1305	50	15 000 g/j
DBO ₅	1313	100	30 000 g/j
DCO	1314	200	100 000 g/j
Azote global	1319	30	36 000 g/j
Phosphore	1350	0,9 de juillet à décembre 1,5 de janvier à juin	1 080 g/j de juillet à décembre 1 800 g/j de janvier à juin
Chlorure	1337	50	60 000 g/j
hydrocarbures totaux	7009	10	100 g/j
AOX	1106	1	30 g/j
Octylphénol Mélange	6600	0,025	Si > 1 g/j
Chloroforme	1135	0,05	Si > 2 g/j
Benzène	1114	0,050	Si > 1 g/j
Toluène	1278	0,074	Si > 2 g/j
Ethylbenzène	1497	0,025	Si > 100 g/j
Xylène	1780	0,050	Si > 2 g/j
Fluoranthène	1191	0,025	Si > 1 g/j
Anthracène*	1458	0,025	/
Naphtalène	1517	0,130	Si > 1 g/l
Fer et composés	7714	2	Si > 20 g/j
Zinc et composés	1383	0,8	Si > 20 g/j
THM	2035	Arrêté ministériel du 14/12/13 relatif à la rubrique ICPE n°2921 ou tout texte si substituant	
Bromures	6505		

CHAPITRE XII : ÉCHÉANCES

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
Chapitre X, article 2.3 du présent arrêté	Remise du rapport annuel de suivi des eaux souterraines	31 mars de l'année N+1
Article R. 515-98 II du code de l'environnement	Notice de réexamen de l'étude de dangers	26 septembre 2022
	Le cas échéant, mise à jour de l'étude de dangers	31 mars 2023
Chapitre XI, article 1 du présent arrêté	Mise à jour du plan d'opération interne	12 mois à la suite de la notification du présent arrêté

Adresse postale : 181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX

Bureaux : cité Coligny – 131, faubourg Bannier – bâtiment C1 – ORLEANS ☎ Standard : 02.38.91.45.45 - Télécopie : 02.38.42.43.42
Site internet : www.loiret.gouv.fr

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
Chapitre IX du présent arrêté	Rapport relatif à la tierce expertise	30 juin 2023
Chapitre IX du présent arrêté	Mise à jour de l'ERS	31 décembre 2023
Chapitre V, article 3 du présent arrêté	Transmission du rapport de contrôle du tubage du forage (inspection périodique en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages ...).	31 décembre 2024
Chapitre X, article 2.3 du présent arrêté	Remise du rapport quadriennal de suivi des eaux souterraines	31 décembre 2024

Article 2 : Les autres dispositions restent sans changement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, la sous-préfète de Pithiviers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **11 FEV. 2022**

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général absent
Le secrétaire général adjoint


Christophe CAROL

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télécours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Adresse postale : 181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX

Bureaux : cité Coligny – 131, faubourg Bannier – bâtiment C1 – ORLEANS ☎ Standard : 02.38.91.45.45 - Télécopie : 02.38.42.43.42

Site internet : www.loiret.gouv.fr

1117 MS